

PRÉFECTURE DU RHÔNE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Lyon, le 7 JUIL. 1993

3^e Bureau
Environnement - Etablissements Classés

Affaire suivie par M^{me} M. DURAND/EA
Poste 01.50

A R R E T E
COMPLEMENTAIRE
règlementant les activités
de la société GAZECHIM FOURNIER,
57 - 59 boulevard Marcel Sembat à VENISSIEUX

* * *

LE PREFET DE LA REGION RHONE ALPES
PREFET DU RHONE
Officier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des lois du 16 décembre 1964 et du 19 juillet 1976 susvisées ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mars 1965 complété par l'arrêté du 10 avril 1986 règlementant le fonctionnement du dépôt de liquides inflammables exploité par la société GAZECHIM FOURNIER 57-59 boulevard Marcel Sembat à VENISSIEUX ;

.../...

VU le rapport en date du 10 mai 1993 de la direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 27 mai 1993 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer à la société GAZECHIM FOURNIER le respect de prescriptions de fonctionnement complémentaires afin de remédier aux risques présentés par le défaut d'entretien de ses installations et pour tenir compte de l'évolution des activités exercées dans son établissement de Vénissieux ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture,

.../...

A R R E T E :

A R T I C L E P R E M I E R

1. La société GAZECHIM FOURNIER est autorisée à poursuivre l'exploitation, dans l'enceinte de son établissement de Vénissieux, situé 57-59 boulevard Marcel Sembat, des installations suivantes :

N° de la rubrique	Désignation des activités	Classement
253 B	Dépôt de liquides inflammables de 1ère catégorie - 385 m ³ en cuves enterrées - 292 m ³ en cuves aériennes	A
261 bis	Installations de remplissage de liquides inflammables (9 pompes de 18 m ³ /h)	A

2. Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

3. Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures, contraires ou identiques, qui ont le même objet.

4. Les prescriptions du présent arrêté sont immédiatement applicables, sauf celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu.

ARTICLE DEUX

Les prescriptions du présent article sont applicables à l'ensemble de l'établissement.

1 - GENERALITES

1.1 - Accidents ou incidents

Tout accident ou incident sera consigné par écrit sous une forme adaptée à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 sera déclaré sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées.

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un agent de l'entreprise, délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'Inspecteur des Installations Classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

1.2 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspecteur des Installations Classées pourra demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

1.3 - Registres

L'exploitant tiendra à jour les registres concernant les incidents, la formation du personnel les exercices d'alerte, les vérifications du matériel, ...etc.

1.4 - Consignes et procédures

Les consignes et procédures mentionnées dans le présent arrêté seront datées, régulièrement remises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

1.5 - Maîtrise de l'énergie

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'énergie.

Il doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées, les éléments relatifs à l'efficacité énergétique des installations et au choix des sources d'énergie.

2 - BRUITS ET VIBRATIONS

L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de constituer une gêne pour la tranquillité du voisinage.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables notamment en ce qui concerne les normes d'émission sonore en limite de propriété aux différentes périodes de la journée, la méthodologie d'évaluation des effets sur l'environnement des bruits émis par une ou plusieurs sources appartenant à ces installations et les points de contrôle qui permettront la vérification de la conformité de l'installation.

2.1 - Niveaux de bruits limite (en dB (A))

Le niveau d'évaluation ne devra pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessous:

POINTS DE MESURE	JOUR 7H à 20H	PERIODE INTERMEDIAIRE 6H à 7H - 20H à 22H dimanches et jours fériés	NUIT 22H à 6H
En limite de propriété de l'établissement	60	55	50

2.2 - Matériel

Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, seront conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations seront isolées par les dispositifs antivibratiles efficaces.

3 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE

3.1 - Généralités

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz qui peuvent incommoder le voisinage et nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositifs nécessaires de captation et de désodorisation seront mis en place en cas de besoin.

La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

3.2 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

3.3 - Installations de combustion

3.3.1 - Chaufferies

Des dispositifs de sécurité, en nombre suffisant, et de caractéristiques convenables seront disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre de l'installation.

Les locaux chaufferies constituent des zones présentant des risques d'explosion, définies au point 6.5 du présent arrêté.

Les commandes de la chaufferie (vanne police, interrupteur électrique) seront placées à l'extérieur du bâtiment et signalées.

Des consignes seront établies concernant l'utilisation, la surveillance et l'entretien des matériels, chaudières, etc...

3.3.2 - Autres installations de combustion

Les autres installations de combustion sont soumises aux dispositions de l'instruction du 24 novembre 1970 relative à la construction des cheminées.

4 - POLLUTION DES EAUX

4.1 - Prévention des pollutions accidentelles

4.1.1 - Pollution accidentelles

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

Les eaux collectées et eaux de lavage ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après traitement approprié et contrôle de leur qualité. Leur rejet doit être étalé dans le temps en tant que de besoin.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

4.1.2 - Capacité de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé (s) doit pouvoir être contrôlée en permanence.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être équipées de rétentions ne comportant pas de liaison directe permettant le rejet sans traitement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...)

Le stockage et la manipulation de produits dangereux, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

4.1.3 - Réseau d'égouts

Les effluents rejetés par les ateliers ne doivent pas être susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne doivent pas contenir de substances de nature à gêner le bon fonctionnement de la station d'épuration.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales (et les eaux polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées. Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

4.2 - Consommation d'eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

4.3 - Traitement des effluents

4.3.1 - Installations de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées au § 4.4. pour les rejets.

Les installations de traitement doivent être conçues pour pouvoir traiter avec l'efficacité nécessaire les effluents qu'elles peuvent recevoir. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement éventuel à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

4.3.2 - Indisponibilité des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si la durée d'une indisponibilité est susceptible de se prolonger, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées. En particulier, dans le cas de fabrications discontinues, il est interdit de reprendre une fabrication avant que les dispositifs de traitement n'aient été remis en état.

Lorsque la durée de l'indisponibilité conduit au dépassement des limites imposées, l'exploitant est tenu d'en informer l'inspecteur des installations classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 visé ci-dessus.

4.3.3 - Déchets issus du traitement

Lorsque les procédés de traitement utilisés pour l'épuration des effluents sont susceptibles de conduire à un transfert de pollution, les mesures nécessaires doivent être prises pour respecter les dispositions du présent arrêté.

Les déchets provenant des traitements, qui ne peuvent être recyclés ou récupérés, doivent être éliminés dans des installations autorisées.

Notamment, les boues provenant du traitement des eaux ne peuvent être utilisées en agriculture que si leur composition est conforme à la norme NF 44041. Dans les autres cas les boues doivent être traitées comme des déchets et ne peuvent être traitées ou mise en décharge que dans des installations autorisées à cette fin.

Les boues ne peuvent être mises en décharge qu'après avoir été traitées pour être rendues «pelletables», c'est-à-dire contenir au moins 30 % de matières sèches.

4.3.4 - Nuisances olfactives

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, elles doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, des boues, susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

Les gaz odorants les plus concentrés doivent être traités.

4.4 - Valeurs limites de rejets

La dilution des effluents est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour le bon fonctionnement de l'installation de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

4.4.1 - Qualité des effluents

Les effluents devront être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égoût ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- de substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

Ils ne devront pas provoquer de coloration visible du milieu récepteur.

4.4.2 - Réseau communautaire d'eaux usées

Une convention de déversement des eaux usées industrielles au réseau d'assainissement sera établie entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau communautaire.

Les effluents rejetés dans le réseau communautaire d'eaux usées devront respecter les valeurs limites fixées par le tableau suivant:

Nature des polluants	Méthode de mesure	Concentration moyenne sur 2H	Flux de pollution
PH	NFT - 90.008	5,5 à 8,5	
Température	NFT - 90.100	< 30 °C	
Mest	NFT - 90.105	1000 mg/l	7,5 kg/j
DBO5	NFT - 90.103	500 mg/l	3,75 kg/j
DCO	NFT - 90.101	1500 mg/l	11,25 kg/j
Hydrocarbures	NFT - 90.203	15 mg/l	0,11 kg/j

Le rejet aura un débit inférieur en toutes circonstances aux valeurs suivantes :

- débit moyen sur 2 heures consécutives : $1 \text{ m}^3/\text{h}$
- débit moyen journalier : $10 \text{ m}^3/\text{j}$

4.5 - Surveillance des rejets (réseau communautaire d'eaux usées)

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

4.6 - Qualité des eaux souterraines - Pollution des sols

Un réseau de piézomètres sera mis en place pour permettre le contrôle de la qualité des eaux souterraines.

Pour la détermination du nombre et des emplacements de ces puits de contrôle, l'exploitant se rapprochera de l'hydrogéologue coordonnateur départemental, pour tenir compte du sens d'écoulement des eaux souterraines.

4.6.1 - Surveillance

L'exploitant fera effectuer, tous les six mois (dans la mesure du possible aux périodes de niveau haut et bas de la nappe phréatique), des prélèvements et analyses d'eaux souterraines, par un organisme agréé; les résultats seront transmis à l'inspecteur des installations classées.

Les analyses porteront sur les teneurs en :

- Carbone Organique Total (COT)
- Hydrocarbures totaux,
- Haloformes et Hydrocarbures Monocycliques Aromatiques (HMA)

L'inspecteur des installations classées pourra demander à tout moment, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'eaux souterraines, par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

4.6.2 - Etude

L'exploitant fera effectuer une étude permettant d'évaluer la qualité des eaux souterraines au voisinage des installations, et la pollution des sols, par un organisme indépendant qualifié dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

L'étude examinera plus particulièrement:

- la présence dans les eaux souterraines de polluants cités au point 4.6.1 ci-dessus,
- sur la base d'une part des informations disponibles sur le contexte géologique et hydrogéologique du site, et d'autre part des éléments recueillis:

* sur la nature des produits stockés,

* sur les incidents et accidents qui ont pu se produire,

depuis le début de l'exploitation, une reconnaissance de la qualité des sols sera effectuée au moyen de sondages, prélèvements et analyses adaptées.

Préalablement le cahier des charges de l'étude sera transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard le 30 septembre 1993.

Les résultats de ces investigations seront complétés, en cas d'anomalies constatées, par des propositions relatives au traitement des zones contaminées.

L'étude sera communiquée à l'inspecteur des installations classées au plus tard le 30 mars 1994.

5 - DECHETS

5.1 - Généralités

L'exploitant organisera par consigne la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement en respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Cette consigne régulièrement mise à jour sera adressée à l'Inspecteur des Installations Classées.

5.2 - Stockage et transport

5.2.1 - Nuisances

Toutes précautions seront prises pour que :

- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs...) ou d'une pollution des eaux superficielle ou souterraine, ou d'une pollution des sols.
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.

5.2.2 - Conditionnement

Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage.
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet.

5.2.3 - Transport

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

5.3 - Elimination

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il pourra être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques (papier, palettes, etc...) lorsque ces derniers seront utilisés comme combustibles lors des "exercices incendie".

L'élimination des déchets, à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées. L'exploitant devra être en mesure de justifier du respect de cette prescription.

5.4 - Contrôles

Pour chaque enlèvement les renseignements minimum suivants seront consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservé par l'exploitant :

- nature et composition (fiche d'identification déchet),
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

6 - SECURITE

6.1 - Dispositions générales

6.1.1 - Clôtures

L'établissement sera efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

6.1.2 - Gardiennage

L'établissement sera surveillé en permanence en dehors des heures ouvrées, les week end, et les jours fériés.

Le gardien sera logé dans l'établissement ou à proximité des installations avec vue directe sur celles-ci. Le rôle du gardien sera défini par une consigne. Il procédera à des rondes régulières des installations suivant une périodicité rapprochée. Il sera familiarisé avec les installations et apte à reconnaître les incidents susceptibles de mettre en cause la sécurité du site. Il aura pour mission de prévenir en cas d'incident les agents d'astreinte, l'équipe de sécurité et les services de secours extérieurs. Une formation particulière sera dispensée en conséquence.

En l'absence de gardien, l'établissement pourra être surveillé automatiquement au moyen d'un dispositif de télésignalisation. La surveillance sera alors assurée, en dehors des heures ouvrées, par du personnel d'exploitation soumis à une astreinte permanente de sécurité et reliés au centre de surveillance d'où sont retransmises les indications (alarmes) du système de télésignalisation précité.

Le délai d'intervention sur le site ne devra pas dépasser 30 minutes à partir du déclenchement de la 1ère alarme.

6.1.3 - Règles de circulation

L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles seront portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes...).

En particulier, les dispositions appropriées seront prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectueront suivant des parcours bien déterminés et feront l'objet de consignes particulières.

6.1.4 - Accès, voies et aires de circulation

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation.

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement.... 3,50 mètres
- rayons intérieurs de giration..... 12,00 mètres
- hauteur libre..... 3,50 mètres
- résistance à la charge..... 13,00 tonnes
par essieu

6.1.5 - Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, des allées de circulation seront aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

6.1.6 - Conception des installations

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent seront conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits, qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les matériaux utilisés seront adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents seront disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.

6.1.7 - Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre.

6.1.8 - Formation du personnel

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes.

Cette formation devra notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, dont:

* connaissance des produits,

* connaissance sur les limites d'inflammation et la toxicité des produits,

* connaissance des conséquences des accidents industriels liés aux produits manipulés ou stockés, y compris les plus graves,

- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,

- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité. Un compte-rendu écrit de ces exercices sera établi et conservé à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

6.2 - Exploitation

6.2.1 - Identification des responsabilités

La conduite des installations sera confiée à un personnel responsable, familiarisé avec les installations et les organes de réglage et de sécurité, et apte à reconnaître et à éliminer immédiatement toute dérive de fonctionnement.

Une consigne identifiera les responsabilités de chacun pendant et hors des heures de travail normal et lors de l'intervention de moyens de secours extérieurs à l'établissement.

6.2.2 - Produits

Les dispositions nécessaires seront prises pour garantir, que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en oeuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis présentant un caractère inflammable, explosif, toxique ou corrosif seront limités en quantité dans les ateliers d'utilisation au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

6.2.3 - Réserves de produits - Utilités

L'établissement disposera de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement tels que liquides inhibiteurs, filtres à manches, produits absorbants, produits de neutralisation...

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

6.2.4 - Paramètres de fonctionnement

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations seront mesurés et si nécessaire enregistrés en continu.

De plus le dispositif de conduite des installations sera conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives excessives de ces paramètres par rapport aux conditions normales de la fabrication.

6.2.5 - Paramètres et équipements

L'exploitant établira, et tiendra à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, la liste des équipements et des paramètres de conduite de l'installation, importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité seront établies par écrit.

Il en sera de même de l'appareillage nécessaire à la surveillance et au contrôle des paramètres de conduite de l'installation importants pour la sécurité.

6.2.6 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne seront pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation. Les bâtiments désaffectés seront également débarrassés de tout stock de produits dangereux et démolis au fur et à mesure des disponibilités.

6.2.7 - Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en oeuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens d'alerte, de secours et d'intervention feront l'objet de vérifications périodiques. Il conviendra en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Un responsable sera explicitement désigné pour la coordination des contrôles et inspection du matériel.

6.2.8 - Procédures - Consignes d'exploitation

Les procédures et consignes d'exploitation des stockages et des diverses installations constituant un risque pour la sécurité publique seront obligatoirement établies par écrit et portées à la connaissance contre reçu des opérateurs concernés.

Outre le mode opératoire, les consignes devront comporter très explicitement :

- le rôle et les responsabilités de chacun,
- le détail des contrôles à effectuer en marche normale, pour vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté,
- les mesures à prendre en cas d'anomalie d'exploitation,
- la procédure de transmission des informations nécessaires entre les postes d'exploitation.

L'exploitant s'assurera qu'elles sont bien interprétées par le personnel d'exécution et ne donnent pas lieu à ambiguïté. Il en exigera le respect strict.

6.3 - Moyens de secours

6.3.1 - Consignes générales de sécurité

Des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation du personnel et l'appel aux moyens de secours extérieurs.

6.3.2 - Equipe de sécurité

L'équipe de sécurité comprendra en permanence au moins 3 personnes pendant les périodes d'exploitation des installations.

6.3.3 - Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...).
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques.
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b et des extincteurs sur roues, de 50 kg, près des installations de liquides et gaz inflammables.
- de robinets d'incendie armés normalisé, installés près des accès. Les robinets d'incendie armés pourront être remplacés par des extincteurs à poudre sur roues de 150 kg (ou équivalent).

6.3.4 - Ressources en eau

L'exploitant s'assurera de la permanence et de la disponibilité des ressources en eau dans le temps.

Il vérifiera régulièrement le caractère opérationnel des moyens de lutte contre l'incendie tant mobiles que fixes : en particulier il contrôlera que les têtes d'arrosage ne risquent pas d'être bouchées et que les conduites d'eau sont en bon état.

Il vérifiera le bon fonctionnement des pompes et leur aptitude à être mise en oeuvre à tout moment.

6.4 - Zones de risques incendie

Les zones de risques incendie sont constituées des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations industrielles de l'établissement.

L'exploitant déterminera sous sa responsabilité les zones de risque incendie de l'établissement. Il tiendra à jour, et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées un plan de ces zones. Tout local comportant une zone de risques incendie sera considérée dans son ensemble comme zone de risques incendie.

Les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de risques incendie en complément aux dispositions générales de sécurité.

6.4.1 - Isolement par rapport aux tiers

Les zones de risques incendie seront isolées des constructions voisines occupées ou habitées par des tiers :

- soit par un mur plein coupe feu de degré 2h dépassant la couverture la plus élevée d'au moins un mètre ;
- soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

6.4.2 - Réseau d'incendie

Les canalisations constituant le réseau d'incendie seront indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections seront calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Les conduites d'eau pourront être enterrées ou aériennes. Dans les deux cas, on s'assurera de leurs résistances au gel et aux agressions extérieures en cas d'incident.

Le réseau sera maillé et comportera des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.

Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau seront munis de raccords normalisés ; ils seront judicieusement répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en oeuvre ou de stockage de liquides ou gaz inflammables.

Toutes les bornes de raccordement et les vannes du réseau incendie seront soigneusement indiquées et répertoriées. Le plan sur lequel figurent les bornes, les vannes et les conduites devra être disponible facilement.

Les vannes du réseau d'incendie seront plombées dans la position requise.

6.4.3 - Système d'alerte

Des dispositifs "coup de poing" permettant de donner l'alerte seront répartis judicieusement autour des différents postes dangereux de l'établissement de manière que la distance à parcourir soit la plus courte possible.

Tout déclenchement du système d'alerte entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, par exemple).

Le bon fonctionnement des dispositifs "coup de poing" et du système d'alerte sera vérifié au moins une fois par semaine.

6.4.4 - Comportement au feu des structures métalliques

Les éléments porteurs des structures métalliques devront être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

6.4.5 - Dégagements

Dans les locaux comportant des zones de risque incendie, les portes s'ouvriront facilement dans le sens de l'évacuation.

Les dégagements devront être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres, ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur. Les locaux particulièrement dangereux ne seront pas implantés en cul de sac.

6.4.6 - Désenfumage

Le désenfumage des locaux, devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/100 ème de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements de désenfumage devra pouvoir se faire manuellement, y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique.

Les commandes des dispositifs d'ouverture devront facilement être accessibles.

6.4.7 - Prévention

Dans les zones de risques incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc...).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme devra être affichée dans les zones de risques incendie.

6.4.8 - Détection incendie

Les locaux comportant des zone de risques incendie seront équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié.

6.5 - Zones de sécurité

Les zones de sécurité sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations.

L'exploitant définira sous sa responsabilité les zones de sécurité dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives :

- soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement.
- soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

L'exploitant tiendra à jour et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées un plan des zones de sécurité. Les zones de sécurité seront matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux,...).

A l'exclusion de l'alinéa 6.5.5, les dispositions du paragraphe 6.5. relatif aux zones de risques incendie et les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de sécurité en complément aux dispositions générales de sécurité.

6.5.1 - Conception générale des installations

Les installations comprises dans les zones de sécurité seront conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

6.5.2 - Matériel électrique

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'ensemble des zones de sécurité de l'établissement.

En particulier, dans ces zones les installations électriques seront réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Le matériel électrique mis en service dans les zones de sécurité à partir du 1er janvier 1981 doit être conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

Dans ces zones, le matériel électrique protégé par enveloppe antidéflagrante ou par surpression interne, en service le 31 décembre 1980 dans les installations existantes à cette date, doit être conforme à un type ayant reçu un arrêté d'agrément en application du décret n° 60.295 du 28 mars 1960.

Les matériels et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état.

Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

6.5.3 - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes précautions seront prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes seront notamment appliquées :

- Limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables.
- Limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques.
- Continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages...).

6.5.4 - Ventilation

En fonctionnement normal, les locaux comportant des zones de sécurité seront ventilés convenablement et de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeurs.

6.5.5 - Prévention des explosions

Les conditions d'exploitation seront telles que les appareils de fabrication, leurs canalisations de transfert et les stockages associés ne contiennent un ou plusieurs produits dans des conditions permettant à une explosion de se produire. Cette disposition doit être respectée en marche normale des installations, durant les périodes transitoires de mise en service et d'arrêt et durant les opérations de caractère exceptionnel.

Il pourra être dérogé à cette disposition lorsque la conception du matériel lui permet de résister à une explosion interne sans conséquence pour la sécurité des personnes ou l'environnement.

ARTICLE TROIS

Les dispositions particulières du présent article s'ajoutent aux prescriptions générales de l'article deux et ne s'appliquent qu'aux installations concernées

7 - DEPOT D'HYDROCARBURES ET AUTRES PRODUITS CHIMIQUES

Sous réserve des dispositions ci-après, le dépôt sera aménagé et exploité conformément aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides de 1ère et 2ème catégorie, de capacité fictive globale au plus égale à 1000 m³, annexées à l'arrêté ministériel du 19 novembre 1975, à l'exception du titre II de ces règles.

Le stockage de peroxydes ou de chlorates dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

7.1 - Réservoirs aériens

Les réservoirs aériens de liquides inflammables seront disposés conformément aux règles d'implantation des dépôts, fixées par l'instruction ministérielle du 20 avril 1948 relative aux dépôts d'hydrocarbures.

Les réservoirs seront disposés en cuvette de rétention étanche, conforme au § 4.1.2 à l'article 2 du présent arrêté.

La capacité utile de la cuvette de rétention sera au moins égale à la capacité nominale du plus grand réservoir contenu, et à 50 % de la capacité globale des réservoirs contenus.

Les réservoirs fixes aériens de liquides inflammables ou polluants seront équipés de capacités de rétention étanches dont les parois devront :

- résister à la poussée des produits éventuellement répandus,
- résister aux effets chimiques des produits stockés,
- présenter une stabilité au feu de degré 4 heures pour les, stockages de liquides inflammables.

L'exploitant veillera particulièrement à maintenir l'étanchéité des parois des cuvettes de rétention.

Le volume utile de ces capacités sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toute possibilité d'évacuation gravitaire des eaux pluviales éventuellement recueillies dans ces capacités est formellement interdite.

7.2 - Réservoirs enterrés

Les réservoirs enterrés de liquides inflammables seront installés et exploités conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle du 17 avril 1975 fixant les conditions à remplir par les réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

Ils seront notamment équipés de dispositifs limiteurs de remplissage conformes aux dispositions de l'article 24 de l'instruction du 17 avril 1975 susvisée.

Le bon fonctionnement de ces dispositifs sera vérifié au moins une fois par an. Tout dispositif défectueux sera remplacé sans délai.

Les orifices de jaugeage des réservoirs enterrés seront normalement maintenus fermés.

Les bouchons de fermeture de ces orifices seront étanches aux produits stockés.

Le sol au voisinage de ces orifices sera maintenu étanche pour éviter les écoulements des produits stockés vers le milieu naturel.

Les fosses associées aux réservoirs enterrés seront équipées d'un orifice aboutissant au point bas de ces fosses, de 10 cm de diamètre minimal, obturé à sa partie supérieure par un tampon étanche. Cet orifice permettra de vérifier l'absence de liquide ou de vapeur d'hydrocarbures dans les fosses (contrôle des fuites).

L'étanchéité des réservoirs enterrés sera vérifiée en tant que de besoin.

L'épreuve des réservoirs enterrés sera renouvelée à intervalles n'excédant pas 5 ans dans les conditions définies par l'instruction du 17 avril 1975 relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

7.3 - Réservoirs mobiles

Les emplacements de stockage des fûts et autres réservoirs mobiles seront nettement délimités et matérialisés au sol.

Les réservoirs seront stockés exclusivement aux emplacements prévus, en bon ordre et dans de bonnes conditions de stabilité.

Les réservoirs pourront être stockés sur 3 niveaux maximum.

Les voies d'accès des engins de lutte contre l'incendie seront maintenus dégagés en toute circonstance.

Les aires de stockage des fûts et réservoirs pleins seront aménagées en forme de cuvettes de rétention étanches.

Les eaux pluviales collectées sur ces aires de stockage seront traitées dans un séparateur à hydrocarbures avec système autoblocant suffisamment dimensionné pour respecter les prescriptions du point 4 à l'article 2 du présent arrêté.

7.4 - Canalisations

Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

Chaque réservoir fixe devra être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comportera un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs devront être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils devront être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistante à la corrosion.

Les réservoirs destinés au stockage du même produit pourront n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice, devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

La longueur des canalisations flexibles sera limitée au strict nécessaire.

Elles feront l'objet d'une vérification périodique et seront remplacées tous les 3 ans.

L'étanchéité des canalisations en caniveaux ou enfouies à même le sol sera régulièrement vérifiée, à intervalle n'excédant pas 5 ans, dans les conditions définies à l'article 2 de l'instruction du 17 avril 1975 relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables, les canalisations non étanches ne seront pas maintenues en ou hors service dans l'établissement.

Les canalisations flexibles inutilisées devront être disposées au dessus de récipients étanches pour en recueillir d'éventuelles écoulements.

7.5 - Liaisons

Si les réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison devra avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage.

La canalisation de liaison devra comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir.

7.6 - Mise à l'air libre

Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur.

Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices devront déboucher à l'air libre. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

7.7 - Equipement

Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilation, tassement du sol, etc.

7.8 - Jaugeage

Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide du contenu.

Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartiendra à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

7.9 - Aires de transvasement

Les aires de transvasement pour les opérations de vidange ou de remplissage des wagons-citernes, des camions et des fûts seront aménagées de façon à former cuvette de rétention étanche et permettre la récupération des produits accidentellement répandus.

Les locaux dans lesquels se font les transvasements de produits seront largement ventilés en partie haute et en partie basse.

Tous les organes de robinetterie, de commande, de sécurité porteront de façon apparente et sans confusion possible, l'indication de leur fonction. Les différentes positions de ces organes telles que marche - arrêt - ouvert - fermé seront clairement indiquées.

Les canalisations afférentes à chaque réservoir seront clairement repérées et porteront en caractères apparents, l'indication de leur contenu.

Il est interdit de disposer des canalisations flexibles inutilisées à l'intérieur de caniveaux d'eaux pluviales ou d'eaux usées.

Les canalisations flexibles seront exclusivement disposées dans toute leur longueur sur les aires de transvasement ; aucun chevauchement (muret - terrain contigü...) ne sera possible.

7.10 - Mesure et détection de niveau

Les taux de remplissage des réservoirs ne dépassera pas 85 % en volume dans les conditions d'utilisation.

Chaque réservoir sera équipé d'un dispositif de mesure de niveau en continu, avec seuils d'alarme, dont les informations seront reportées à distance. Le franchissement du seuil «niveau haut» déclenchera au moins une alarme sonore et visuelle locale. Le franchissement du seuil «niveau de sécurité haut» déclenchera en outre le dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement du centre, objet du paragraphe 7.8.2 ci-dessus.

Chaque réservoir sera équipé en outre d'un autre dispositif de détection de niveau de sécurité haut, autocontrôlé et à sécurité positive, dont le mode d'acquisition et le traitement sera indépendant du dispositif de mesure de niveau. Le franchissement de ce seuil de sécurité haut déclenchera le dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement objet du paragraphe 7.8.2 ci-dessus.

Les deux dispositifs de mesure de niveau et de détection de niveau de sécurité précités seront conçus et protégés pour résister aux effets premiers d'un sinistre.

8 - DEPOT DE GAZ

8.1 - Le réservoir fixe doit en plus des équipements rendus obligatoires par la réglementation des appareils à pression, être équipé :

- d'un double clapet antiretour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente),
- d'un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage,
- d'un dispositif automatique de sécurité (par exemple, un clapet antiretour ou limiteur de débit) sur les orifices de sortie pour l'utilisation en phases liquide et gazeuse. Ce dispositif doit être placé à l'intérieur du réservoir ou à l'extérieur à l'aval immédiat de la vanne d'arrêt à condition que celle-ci soit directement montée sur le réservoir,
- d'une jauge de niveau en continu. Les niveaux à glace ou en matière plastique sont interdits.

Les orifices d'échappement des soupapes du réservoir doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent); le jet d'échappement des soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

8.2 - Le réservoir doit être mis à la terre par un conducteur dont la résistance doit être inférieure à 100 ohms. L'installation doit permettre le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir.

8.3 - Lorsque le réservoir est ravitaillé à partir d'une borne de remplissage déportée, celle-ci doit comporter un double clapet (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) à son orifice d'entrée, ainsi qu'un dispositif de branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur.

Cette borne doit être placée de telle manière que les opérations d'emplissage ne puissent gêner les accès et dégagements des bâtiments à usage collectif et, si elle est en bordure de la voie publique, elle doit être enfermée dans un coffret incombustible et verrouillé.

8.4 - Le réservoir devra être efficacement protégé contre la corrosion extérieure et, lorsqu'il est implanté en plein air, la peinture doit avoir un faible pouvoir absorbant.

8.5 - Les matériaux constitutifs des tuyauteries, leurs dimensions et leur mode d'assemblage doivent être choisis pour assurer, avec un coefficient de sécurité suffisant, la résistance aux actions mécaniques, physiques et aux actions chimiques dues aux produits transportés. La résistance mécanique et l'étanchéité de l'ensemble des tuyauteries doivent être contrôlées après montage par des moyens appropriés, notamment des épreuves.

Un certificat de ces contrôles et épreuves doit être établi par l'installateur. Ces essais doivent être renouvelés après toute réparation pouvant intéresser la résistance et l'étanchéité des tuyauteries.

8.6 - Le matériel d'éclairage doit être d'un degré de protection au moins égal à :

- IP 445 pour les parties non transparentes,
- IP 45 pour les parties transparentes,

tel qu'il est défini dans la norme NFC-20010.

Les conducteurs électriques doivent être ceux prévus par la norme NFC-15100 pour les locaux présentant des dangers d'explosion.

Tout appareillage électrique situé à moins de 5 mètres des orifices de l'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices de remplissage des réservoirs, doit être de sûreté.

Les installations électriques devront être entretenues. Elle seront contrôlées tous les trois ans par un technicien. Les justifications de ces contrôles seront tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

8.7 - L'utilisateur doit avoir à sa disposition une notice fixant les règles de sécurité relatives à l'exploitation de son installation.

8.8 - Les opérations de ravitaillement doivent être effectuées conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport des matières dangereuses. Le véhicule ravitailleur ne doit pas se placer à moins de 3 mètres de la paroi des réservoirs.

9 - EXPLOITATION

9.1 - Chargement et déchargement

Les emplacements réservés aux opérations de chargement - déchargement seront maintenus libres et dégagés de tout stockage et entreposage divers tel que conteneurs, bouteilles, emballages...

L'autorisation d'accès au dépôt ainsi que l'autorisation de départ d'un camion ou d'un wagon-citerne ne pourra être donnée qu'après un contrôle de sécurité minimum des véhicules ; ce contrôle sera défini dans une check-liste qui comprendra pour le moins le niveau de remplissage de la citerne, la fermeture des vannes, la mise en place des bouchons d'étanchéité.

La manoeuvre de wagons et des camions et notamment leur mise en place aux postes de chargement-déchargement, ne pourront être effectuées que sous le commandement d'un opérateur qualifié membre du personnel de l'entreprise, spécialement formé à cette tâche. Celui-ci devra rester à proximité de son poste de travail pendant toute la durée des opérations.

La manoeuvre d'un ou plusieurs wagons dans l'établissement ne pourra être réalisée que si tous les wagons sont dans leur configuration de transport (fermeture des vannes et clapets notamment) et si les bras de déchargement des wagons sont en position repos et isolés des autres installations de l'établissement.

Les opérations de chargement ou déchargement d'hydrocarbures et autres produits chimiques ne pourront être effectuées que par un opérateur qualifié spécialement formé à cette tâche. Celui-ci devra rester à proximité de son poste de travail pendant toute la durée de l'opération. Il ne devra pas être chargé de la surveillance de plus d'une opération simultanément.

L'opérateur qualifié sera obligatoirement employé, à poste fixe, par l'établissement. En particulier, les chauffeurs de camions citernes ne sont pas autorisés à procéder seuls aux opérations de chargement ou déchargement. Une consigne écrite sera clairement affichée près des postes de chargement, avec indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

Avant toute opération de déchargement, le réservoir à remplir sera impérativement jaugé pour mesurer le volume disponible et éviter tout débordement.

Le bouchon de l'orifice de jaugeage, muni de son joint d'étanchéité en bon état, sera soigneusement remis en place.

9.2 - ENFUTAGE

Les fûts, conteneurs et autres réservoirs mobiles pleins seront stockés dans des cuvettes de rétention étanches dont le volume utile sera au moins égal à 50 % de la qualité maximale de produits susceptibles d'être entreposés.

La manutention des réservoirs pleins sera effectuée de façon sûre, et sans risque de chute.

Les opérations de manutention seront effectuées de préférence au plus près du lieu de stockage ou de chargement sur une aire spécialement prévue à cet effet, avec une installation excluant tout risque de mouvement incontrôlé des réservoirs.

Si les réservoirs sont soulevés, la hauteur au sol ne pourra pas dépasser un mètre. Ils ne devront pas être soulevés au-dessus d'autres réservoirs pleins.

Les déplacements des conteneurs seront limités, de préférence près du sol, conteneurs posés sur un support stable et de solidité éprouvée.

Les réservoirs défectueux ou fuyards seront traités sans délai.

L'exploitant définira les moyens de traitement et d'isolement des réservoirs défectueux, ou accidents en cours de manutention sur le site.

Les égouttures seront récupérées dans des récipients spéciaux. L'ensemble des opérations d'enfûtage et de stockage de fûts sera effectuée sur une aire étanche et formant cuvette de rétention pouvant retenir la totalité des produits liquides en présence.

9.3 - Vidange cuvettes de rétention

Les dispositifs de vidange des eaux pluviales recueillies par les cuvettes de rétention prévues au § 7 et § 9.2 du présent article seront d'un type autre que gravitaire (siphonnage, pompage).

Les eaux recueillies dans la cuvette de rétention seront évacuées dans le réseau urbain d'assainissement, après séparation des hydrocarbures, conformément aux dispositions du § 4.3 de l'article 2 ci-dessus.

La commande de mise en route de ces dispositifs ne pourra être que manuelle et située à proximité du point de prélèvement.

Une consigne fixera les vérifications préalables à la mise en route de la vidange pour prévenir tout prélèvement d'hydrocarbures.

9.4 - Déversement

Le déversement d'hydrocarbures et autres produits chimiques dans le sol ou dans le réseau d'égout est rigoureusement interdit.

Les produits accidentellement répandus seront évacués dans les conditions définies au § 5 de l'article 2 ci-dessus.

9.5 - Consignes

Le règlement et les consignes de sécurité prévus aux articles 60 et 61 des règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures fixées par l'arrêté ministériel du 19 novembre 1975 seront particulièrement remis à jour et portés à la connaissance du personnel appelé à travailler dans le dépôt, contre décharge et affichées à chaque poste de travail.

Les règlements et consignes seront communiqués à l'inspecteur des installations classées.

9.6 - Formation

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à l'exploitation du dépôt.

Cette formation devra comporter notamment :

- toute information utile sur les produits manipulés et les risques qu'ils présentent,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté.

ARTICLE QUATRE

DELAIS D'APPLICATION

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception des prescriptions des paragraphes suivants qui seront respectées dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté :

6.4.3 - Système d'alerte

Dispositifs "coup de poing" permettant de donner l'alerte, associés à une alarme sonore et lumineuse.

6.4.8 - Détection

Réseau de détection incendie dans les locaux comportant des zones de risques incendie.

7.10 - Mesure et détection de niveau

Dispositif de mesure de niveau en continu, avec seuils d'alarme, associé à une alarme sonore et visuelle locale.

Dispositif de détection de niveau de sécurité haut, autocontrôlé et à sécurité positive, indépendant du dispositif de mesure de niveau.

Article 5 : 1) Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie et à la préfecture du Rhône (direction de l'administration générale - 3ème bureau) et pourra y être consultée.

2) un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

3) le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

4) un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 6 : "Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au Maire de VENISSIEUX, spécialement chargé de l'affichage prescrit à l'article 5 précité,
- au directeur, chef du service interministériel de défense et de la protection civile,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- à l'exploitant par la voie administrative.

Pour copie conforme
Le Chef de Bureau.

Roland Fayolle

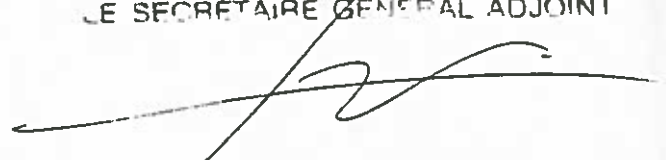
Roland FAYOLLE

Lyon le - 7 JUIL. 1993

Le Préfet

POUR LE PREFET

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT



Etienne GUYOT

